

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

23 NOVEMBRE 1972.

PROJET DE LOI

modifiant l'arrêté n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé ainsi que l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie.

PROJET
TRANSMIS PAR LE SENAT e).

Article 1.

Il est inséré dans l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, un article 6bis rédigé comme suit:

« Article 6bis. - § 1. A défaut d'ayants droit visés aux articles 1 à 6, une allocation tenant lieu de pension peut être octroyée aux personnes dont l'agent défunt était le soutien et qui, au moment du décès, ne sont pas en état, en raison de leur âge ou de leur santé, de pourvoir à leur subsistance.

„ L'allocation est octroyée pour une période ne dépassant pas trois ans. Elle peut être renouvelée pour des périodes ne dépassant pas la même durée.

„ L'allocation est accordée, renouvelée ou refusée par le Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions.

(¹) Voir:

Documents du Sénat:

+48: (1971-1972): Projet de loi.

24 (1972-1973): Rapport.

Annales du Sénat:

16 et 22 novembre 1972.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

23 NOVEMBER 1972.

WETSONTWERP

tot wijziging van het koninklijk besluit n° 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel alsmede van het koninklijk besluit n° 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht.

ONTWERP
OVERGEZONDEN DOOR DE SENAAT e),

Artikel 1.

In het koninklijk besluit n° 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 6bis. - St. Zijn er geen rechtverkrijgenden als bedoeld in de artikelen 1 tot 6, dan kan een als pensioen geldende tegemoetkoming worden verleend aan hen in wier onderhoud het overleden personeelslid voorzag en die op het tijdstip van het overlijden, wegens hun leeftijd of gezondheidstoestand, niet in staat zijn zelf in hun onderhoud te voorzien.

» De tegemoetkoming wordt verleend voor een periode van ten hoogste drie jaar. Zij kan voor periodes van ten hoogste drie jaar worden vernieuwd.

» De tegemoetkoming wordt verleend, vernieuwd of gewijzigd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der

(¹) ZU.

Stukken van de Senaat:

448: (1971-1972): Wetsontwerp.

24 (1972-1973): Verslag.

Handelingen van de Senaat:

16 en 22 november 1972.

butions, sur avis conforme d'une commission dénommée : « Commission des allocations de survie ».

» Cette commission comprend une section de langue française et une section de langue néerlandaise. Chaque section compte cinq membres, nommés pour un terme de cinq ans, par le Roi, sur proposition du Ministre qui a l'Administration des Pensions dans ses attributions, à savoir: un président, magistrat de l'ordre judiciaire, deux fonctionnaires du Ministère des Finances et deux personnes proposées par les organisations syndicales les plus représentatives des agents des services publics.

» Chaque section est assistée d'un rapporteur choisi parmi les fonctionnaires de l'Administration des Pensions et désigné par le Ministre qui a cette administration dans ses attributions. Le rapporteur instruit les demandes et présente ses conclusions à la commission.

» Les demandeurs peuvent, pendant l'instruction de leur demande, adresser leurs observations au rapporteur,

» Ils doivent, à leur demande, être convoqués pour être entendus par la commission.

» La commission émet un avis motivé.

» Le Roi fixe le délai dans lequel la demande doit être introduite et arrête les autres règles concernant la procédure et le fonctionnement de la commission.

» § 2. L'allocation visée au § 1 est soumise aux dispositions du présent arrêté auxquelles il n'est pas dérogé ».

Art. 2.

Il est inséré dans le même arrêté royal un article 15ter rédigé comme suit :

« Article 15ter. - L'allocation visée à l'article 6bis ne peut être supérieure aux taux fixés pour les pensions d'orphelins. Si plusieurs personnes peuvent entrer en considération pour l'octroi de l'allocation, celle-ci est répartie en parts égales entre les bénéficiaires. »

Art. 3.

Il est inséré dans l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, un article 6bis rédigé comme suit:

« Article 6bis. - § 1. A défaut d'ayants droit visés aux articles 1 à 6, une allocation tenant lieu de pension peut être octroyée aux personnes dont l'agent défunt était le soutien et qui, au moment du décès, ne sont pas en état, en raison de leur âge ou de leur santé, de pourvoir à leur subsistance.

» L'allocation est octroyée pour une période ne dépassant pas trois ans. Elle peut être renouvelée pour des périodes ne dépassant pas la même durée.

» L'allocation est accordée, renouvelée ou refusée par le Ministre qui a l'Administration des Pensions dans ses attributions, sur avis conforme d'une commission dénommée: « Commission des allocations de survie ».

» Cette commission comprend une section de langue française et une section de langue néerlandaise. Chaque section compte cinq membres, nommés pour un terme de cinq ans, par le Roi, sur proposition du Ministre qui a l'Administration des Pensions dans ses attributions, à savoir: un prési-

dent, magistrat de l'ordre judiciaire, deux fonctionnaires du Ministère des Finances et deux personnes proposées par les organisations syndicales les plus représentatives des agents des services publics.

» Cette commission comprend une section de langue française et une section de langue néerlandaise. Chaque section compte cinq membres, nommés pour un terme de cinq ans, par le Roi, sur proposition du Ministre qui a l'Administration des Pensions dans ses attributions, à savoir: un président, magistrat de l'ordre judiciaire, deux fonctionnaires du Ministère des Finances et deux personnes proposées par les organisations syndicales les plus représentatives des agents des services publics.

» Chaque section est assistée d'un rapporteur choisi parmi les fonctionnaires de l'Administration des Pensions et désigné par le Ministre qui a cette administration dans ses attributions. Le rapporteur instruit les demandes et présente ses conclusions à la commission.

» Les demandeurs peuvent, pendant l'instruction de leur demande, adresser leurs observations au rapporteur,

» Ils doivent, à leur demande, être convoqués pour être entendus par la commission.

» La commission émet un avis motivé.

» Le Roi fixe le délai dans lequel la demande doit être introduite et arrête les autres règles concernant la procédure et le fonctionnement de la commission.

» § 2. De in § 1 bedoelde regemoetkoming is onderworpen aan de bepalingen van dit besluit, waarvan niet wordt afgeweken. »

Art. 2.

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel Uter ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 15ter. - De in artikel 6bis bedoelde regemoetkoming mag niet hoger zijn dan de voor wezenpensioenen vastgestelde bedragen. Komt meer dan een persoon in aanmerking, dan wordt de vergoeding in gelijke delen onder de gerechtigden verdeeld. »

Art. 3.

In het koninklijk besluit n° 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt:

« Artikel 6bis. - § 1. Zijn er geen rechtverkrijgenden als bedoeld in de artikelen 1 tot 6, dan kan een als pensioen geldende tegemoetkoming worden verleend aan hen in wier onderhoud het overleden personeelslid voorzorg en die op het tijdstip van het overlijden, wegens hun leeftijd of gezondheidstoestand, niet in staat zijn zelf in hun onderhoud te voorzien.

» De tegemoetkoming wordt verleend voor een periode van ten hoogste drie jaar. Zij kan voor periodes van ten hoogste drie jaar worden vernieuwd.

» De tegemoetkoming wordt verleend, vernieuwd of gewijzigd door de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Pensioenen behoort, op eensluidend advies van een commissie genaamd: «Commissie voor overlevings-tegemoetkomingen ».

» Die commissie bestaat uit een Nederlandse en een Franse afdeling. Elke afdeling telt vijf leden, die voor vijf jaar door de Koning worden benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Pensioenen behoort, met name: een voorzitter die magistraat van de

dent, magistrat de l'ordre judiciaire, deux fonctionnaires du Ministère des Finances et deux personnes proposées par des associations groupant le personnel de l'armée et de la gendarmerie.

» Chaque section est assistée d'un rapporteur choisi parmi les fonctionnaires de l'Administration des Pensions et désigné par le Ministre qui a l'Administration dans ses attributions. Le rapporteur instruit les demandes et présente ses conclusions à la commission.

» Les demandeurs peuvent, pendant l'instruction de leur demande, adresser leurs observations au rapporteur.

» Ils doivent, à leur demande, être convoqués pour être entendus par la commission.

» La commission émet un avis motivé.

» Le Roi fixe le délai dans lequel la demande doit être introduite et arrête les autres règles concernant la procédure et le fonctionnement de la commission.

» § 2. L'allocation visée au § 1 est soumise aux dispositions du présent arrêté auxquelles il n'est pas dérogé. »

Art. 4.

Il est inséré dans le même arrêté royal un article 15ter rédigé comme suit :

« Article 15ter. - L'allocation visée à l'article 6bis ne peut être supérieure aux taux fixés pour les pensions d'orphelins. Si plusieurs personnes peuvent entrer en considération pour l'octroi de l'allocation, celle-ci est répartie en parts égales entre les bénéficiaires. »

Art. 5.

, Le Roi apporte à l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des Ouvriers de l'Etat les modifications correspondant à celles que les articles 1 et 2 ont introduites dans l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936.

Art. 6.

La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 22 novembre 1972.

Le Président du Sénat,

P. STRUYE.

Les Secrétaires, | De Secretarissen,

W. JORISSEN.

A. VERDIN-LEENAERS.

koninklijke onk is, twee ambtenaren van het Ministerie van Financien en twee personen voorgedragen door verenigingen van het personeel van het leger en van de rijkswacht.

» Elke afdeling wordt bijgestaan door een verslaggever, gekozen uit de ambtenaren van het Bestuur der pensioenen en aangesield door de Minister tot wiens bevoegdheid dat bestuur behoort. De verslaggever onderzoekt de aanvragen en legt zijn conclusies voor aan de commissie.

» De aanvragers kunnen, hnnngende het onderzoek van hun aanvraag, hun opmerkingen aan de verslaggever doen toekomen.

» Zij moeten op hun verzoek worden opgeroepen om door de commissie te worden gehoord.

» De commissie brengt een met redenen omkleed advies uit.

» De Koning bepaalt binnen welke termijn de aanvraag moet worden ingediend en stelt de andere regels met betrekking tot de procedure en de werkwijze van de commissie vast.

» § 2. De in § 1 bedoelde tegemoetkoming is onderworpen aan de bepalingen van dit besluit, waarvan niet wordt afgeweken. »

Art. 4.

In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 15ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 15ter. - De in artikel 6bis bedoelde tegemoetkoming mag niet hoger zijn dan de voor wezenpensioenen vastgestelde bedragen. Komt meer dan een persoon in aanmerking, dan wordt de vergoeding in gelijke delen onder de gerechtigden verdeeld. »

Art. 5.

De Koning brengt in het koninklijk besluit van 1^{er} juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliefdenkas de wijzigingen aan die overeenstemmen met die welke de artikelen 1 en 2 hebben aangebracht in het koninklijk besluit n° 254 van 12 maart 1936.

Art. 6.

Deze wet reedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 22 november 1972.

De Voorzitter van de Senaat,